

Unité départementale de la Marne

Horaires d'ouverture : 9h30-11h30 / 14h00-16h00

Parc technologique Henri Farman

10 rue Clément Ader

51 100 REIMS

Reims, le 13/09/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/06/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

FORBO SARLINO

63 RUE GOSSET

BP 62717

51100 Reims

Références : D2 i 2024 668

Code AIOT : 0005701489

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/06/2024 dans l'établissement FORBO SARLINO implanté 63 RUE GOSSET 51055 REIMS CEDEX 51100 Reims. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Visite inopinée dans le cadre de l'action nationale de prévention de perte des granulés plastiques.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- FORBO SARLINO
- 63 RUE GOSSET 51055 REIMS CEDEX 51100 Reims
- Code AIOT : 0005701489
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Forbo Sarlino est spécialisée dans la fabrication de revêtements de sols PVC et textiles. Le site emploie environ 300 personnes.

Au titre des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE), l'exploitation est réglementée par l'arrêté du 04/04/2004 modifié. La société exploite notamment des installations de transformations de polymères. Elle utilise et transforme des granulés plastiques de diamètres compris entre 0,01 mm et 1 cm.

L'exploitant est autorisé à transformer plus de 150 t/j, les quantités de granulés plastiques industriels

(GPI) présentes sur site sont bien supérieures à 5 tonnes.

L'exploitant est donc concerné par les dispositions du décret n°2021-461 du 16 avril 2021 relatif à la prévention de la perte de GPI.

Thèmes de l'inspection :

- AN24 Prévention GPI

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Typologie des sites industriels	Code de l'environnement du 10/02/2020, article L. 541-15-11	Demande d'action corrective	2 mois
2	Équipements de prévention	Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-361	Demande d'action corrective	2 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	de rejets canalisés de granulés de plastiques			

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Procédures de prévention de dispersion de granulés de plastiques	Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-362	Sans objet
4	Audits des procédures par un organisme accrédité	Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-364	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site est globalement propre et bien entretenu. Quelques écarts réglementaires ont été constatés d'un point de vue de la dispersion de granulés plastiques industriels au niveau de la zone de dépotage et de la zone de mise en conteneurs souples. Ces points font l'objet d'une lettre de suite préfectorale.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Typologie des sites industriels

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 10/02/2020, article L. 541-15-11
Thème(s) : Actions nationales 2024, Prévention des pertes de granulés de plastiques industriels (GPI)
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>A compter du 1er janvier 2022, les sites de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels sont dotés d'équipements et de procédures permettant de prévenir les pertes et les fuites de granulés dans l'environnement. A compter du 1er janvier 2022, les sites mentionnés au I font l'objet d'inspections régulières, par des organismes certifiés indépendants, afin de s'assurer de la mise en œuvre des obligations mentionnées au même I et de la bonne gestion des granulés sur l'ensemble de la chaîne de valeur, notamment s'agissant de la production, du transport et de l'approvisionnement.</p> <p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté son dernier rapport de contrôle de 2022 par un organisme compétent. Les non-conformités relevées dans le rapport ont été traitées par l'exploitant.</p> <p>L'inspection a constaté la présence de filtres dans les avaloirs aux points bas de la zone de dépotage, identifiée comme une zone à risque d'épandage, ainsi qu'une procédure de nettoyage en cas de fuite de granulés plastiques rédigée en français et en anglais. Du matériel de récupération à savoir pelle, balai, balayette, bac de récupération est à disposition du personnel au niveau des silos. L'exploitant a expliqué qu'un prestataire était contacté en cas de fuite importante afin d'effectuer un nettoyage plus approfondi.</p> <p>L'inspection a observé la présence de granulés plastiques dans la végétation aux alentours de la zone de dépotage (voir photo 1 ci-dessous).</p>



Photo 1 : Présence de GPI dans la végétation proche de la zone de dépotage

L'inspection a constaté sur le silo 3 ainsi qu'au sol à proximité des traces de déversement de granulés (voir photo 2 ci-dessous).



Photo 2 : Présence de GPI en pied de silo

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection propose d'une part à Monsieur le Préfet, de demander à l'exploitant, par lettre de suite préfectorale d'alerter le personnel et les livreurs des risques de pollutions de l'environnement lors du processus de dépotage et de les sensibiliser aux bonnes pratiques lors de celui-ci.

L'inspection propose d'autre part à Monsieur le Préfet, de demander à l'exploitant, par lettre de suite préfectorale de mettre en conformité le silo 3 de manière à prévenir tout débordement.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Équipements de prévention de rejets canalisés de granulés de plastiques

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-361
Thème(s) : Actions nationales 2024, Prévention des pertes de granulés de plastiques industriels (GPI)
Prescription contrôlée : <p>Les sites de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels sont dotés d'équipements prévenant leur rejet canalisé dans l'environnement. Les zones de ces sites où des granulés de plastiques industriels sont susceptibles d'être répandus accidentellement sont associées à des dispositifs de confinement et de récupération prévenant leur dissémination dans l'environnement. Les équipements et dispositifs mentionnés aux précédents alinéas sont adaptés aux dimensions des granulés susceptibles d'être présents dans ces sites. Conformément à l'article 2 du décret 2021-461 du 16 avril 2021, ces dispositions s'appliquent, à compter du 1er janvier 2023, aux sites de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels dont l'exploitation a démarré avant le 1er janvier 2021.</p>
Constats : <p>Des granulés ont été retrouvés au sol sur site à proximité d'avaloirs sans filtre au niveau de la zone de mise en sac, ce qui présente un risque de pollution des eaux (voir photo 3 ci-dessous).</p>  <p><i>Photo 3 : GPI retrouvés au sol à proximité d'avaloirs sans filtre</i></p> <p>Suite à ce constat, l'exploitant a immédiatement procédé au nettoyage de la zone.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>L'inspection propose à Monsieur le Préfet, de demander à l'exploitant, par lettre de suite préfectorale d'installer un dispositif de confinement et de récupération sur les avaloirs en contrebas de la zone de mise en sac qui présente un risque d'épandage.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Procédures de prévention de dispersion de granulés de plastiques

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-362
Thème(s) : Actions nationales 2024, Prévention des pertes de granulés de plastiques industriels (GPI)
Prescription contrôlée : Tout exploitant d'un site de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels adopte des procédures prévenant la dispersion de granulés de plastiques industriels dans l'environnement. Ces procédures visent à : a) Identifier les zones où des granulés de plastiques industriels sont susceptibles d'être rejetés ou répandus accidentellement dans l'environnement ; b) Vérifier périodiquement que les emballages utilisés pour le stockage et le transport des granulés de plastiques industriels sont conçus et manipulés de sorte à minimiser le risque de dissémination de ces granulés dans l'environnement ; c) Confiner et ramasser tout granulé de plastique industriel répandu accidentellement dans l'enceinte du site ; d) Procéder régulièrement au nettoyage des bassins de rétention situés en amont des équipements mentionnés au premier alinéa de l'article D. 541-361 et des abords du site placés sous le contrôle de l'exploitant ; e) Inventorier et s'assurer régulièrement du bon état de fonctionnement des équipements et dispositifs mentionnés à l'article D. 541-361 ; f) Former et sensibiliser, notamment par voie d'affichage, le personnel et les tiers intervenant sur le site ; g) Réaliser des contrôles internes semestriels de ces procédures. Les procédures mentionnées aux précédents alinéas sont adaptées aux dimensions des granulés susceptibles d'être présents dans ces sites. Conformément à l'article 2 du décret 2021-461 du 16 avril 2021, ces dispositions entrent en vigueur le 1er janvier 2022.
Constats : Les procédures prévenant la dispersion des granulés plastiques industriels ont été présentés à l'Inspection. Aucune non-conformité n'a été constatée
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Audits des procédures par un organisme accrédité

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-364
Thème(s) : Actions nationales 2024, Prévention des pertes de granulés de plastiques industriels (GPI)
Prescription contrôlée : Pour l'application du II de l'article L. 541-15-11, on entend par " inspections régulières ", les audits des procédures mentionnées à l'article D. 541-362. Ces audits sont mis en œuvre conformément aux dispositions du présent article, dans un délai d'un an à compter de leur mise en œuvre, puis au moins tous les trois ans, sous la responsabilité de l'exploitant de chaque site de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels, par un organisme certificateur qu'il choisit parmi ceux mentionnés à l'alinéa suivant. Les organismes certificateurs habilités à réaliser les audits mentionnés au présent article sont indépendants de l'exploitant du site et accrédités à cet effet par le Comité français d'accréditation (COFRAC), ou par tout autre organisme d'accréditation signataire de l'accord de reconnaissance multilatéral établi dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation (" European Cooperation for Accreditation ", ou " EA "), selon les dispositions de la norme ISO/ IEC 17021 " Évaluation de la conformité-Exigences pour les organismes procédant à l'audit et à la certification des systèmes de management " ou selon les dispositions de toute autre norme ou spécification technique présentant des garanties équivalentes. Ces audits peuvent être réalisés dans le cadre des audits de certification des systèmes de management de la qualité effectués par des organismes certificateurs accrédités conformément aux dispositions du précédent alinéa. Les organismes certificateurs accèdent à toute information ou document nécessaire à leur mission. L'exploitant met à disposition du public sur son site internet une synthèse de chaque rapport d'audit, en retirant les informations relevant d'un secret protégé par la loi. Conformément à l'article 2 du décret 2021-461 du 16 avril 2021, ces dispositions entrent en vigueur le 1er janvier 2022.
Constats : L'exploitant a montré à l'inspection où obtenir le certificat multi-site ISO 9001 norme de gestion de la qualité dans la section « A propos de nous » de son site web (https://www.forbo.com/flooring/fr-fr/). En revanche, les synthèses des rapports d'audits n'ont pas été trouvés par l'inspection. Par mél du 30 août 2024, l'exploitant a transmis le lien permettant d'accéder à la synthèse du rapport d'audit de 2022 (https://www.forbo.com/flooring/fr-fr/a-propos-de-nous/pnwxt7)
Type de suites proposées : Sans suite